



Cessez l'agression contre la Syrie! Cessez l'escalade de la guerre contre l'Iran!

Le gouvernement canadien est sollicité d'agir en faveur de la paix et non de la guerre

Par [Congrès canadien pour la paix](#)

Mondialisation.ca, 02 octobre 2012

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [SYRIE](#)

Le Congrès canadien pour la Paix dénonce l'intervention étrangère actuelle menée contre la Syrie, ainsi que l'escalade de la guerre qui se prépare contre l'Iran, et exige le retrait immédiat de toutes les forces armées du Canada, de l'OTAN et de mercenaires étrangers se trouvant dans la région. Nous exigeons également du gouvernement conservateur de Stephen Harper qu'il rétablisse et normalise les relations diplomatiques du Canada avec la Syrie et l'Iran, et réoriente la politique étrangère canadienne vers la paix, la coopération internationale et la solidarité.

La décision du gouvernement Harper d'adopter une politique internationale de belligérance, et cela sans avoir consulté le Parlement, est une preuve que l'orientation de la politique étrangère et de la diplomatie est passée de la paix à l'ingérence agressive et hostile dans les affaires intérieures de pays souverains. La Syrie et l'Iran sont des États membres de l'Organisation des Nations Unies, qui n'ont manifesté aucune attitude hostile contre le Canada ou son peuple. Le premier ministre Harper contribue activement à accroître les dangers de guerre en adoptant des politiques hostiles, qui vont à l'encontre de l'appui de longue date à la paix que donne le peuple canadien.

Le gouvernement du Canada s'est allié à une minorité de gouvernements occidentaux, qui, de concert avec les forces pro-guerre d'Israël et avec quelques régimes arabes réactionnaires, cherchent de nouveaux prétextes d'intervention et de guerre. Les objectifs invoqués sont, notamment, la protection des droits de la personne et la prévention de la présumée prolifération d'armes de destruction massive. Or ces objectifs ne peuvent être atteints par la rupture des relations diplomatiques, le décret de sanctions économiques, l'armement de mercenaires étrangers, l'organisation de fausses campagnes internationales visant un changement de régime ou l'installation de gouvernements fantoches favorables aux objectifs stratégiques de la plus grande puissance occidentale.

Les interventions étrangères, les sanctions et les agressions militaires ne font qu'affaiblir les droits de la personne et les droits démocratiques des peuples syrien et iranien et diminuent la capacité de ces peuples de développer et d'améliorer leurs sociétés. L'année dernière, l'intervention de l'OTAN en Libye, au cours de laquelle les forces armées canadiennes ont bombardé le territoire libyen, a eu des

conséquences désastreuses pour le peuple de la Libye, qui est maintenant plongé dans une guerre de factions. Ces faits, en plus des conséquences catastrophiques de l'occupation militaire de l'Irak, entre autres la mort de plus d'un million d'Irakiens, indiquent clairement que la principale victime de toute guerre est la population civile.

Comme dans le cas de la Libye l'an dernier, la volonté d'intervenir en Syrie et en Iran est motivée par les intérêts stratégiques et économiques des puissances impérialistes. Ces pays – dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, les pays de l'Union européenne et le Canada – choisissent l'option du militarisme et de la guerre pour étendre leur sphère d'influence et de contrôle sur les ressources et les marchés. Le résultat est la destruction, le déplacement et le désespoir des peuples des pays en voie de développement qui sont ciblés. **Loin de résoudre les conflits, ces politiques d'ingérence ne font qu'aggraver les crises actuelles et qu'accroître les dangers qui menacent la paix mondiale.**

Les forces pro-guerre, pour désinformer et confondre, se sont servies de nombreuses questions complexes faisant partie de la situation existant en Iran et en Syrie. La menace pour la paix au Moyen-Orient ne vient pas de pays qui veulent exercer leur droit souverain de développer une industrie de l'énergie nucléaire pour construire leur économie, ou de pays qui s'opposent aux efforts occidentaux de recoloniser le Moyen-Orient et de contrôler ses vastes ressources énergétiques par le Nouveau plan pour le Moyen-Orient. La menace concrète pour la paix vient plutôt des armes conventionnelles et nucléaires dont disposent les États-Unis, leurs alliés de l'OTAN et Israël et que ceux-ci brandissent sans cesse pour déstabiliser la région, ainsi que de la diabolisation des gouvernements qui s'opposent aux plans impérialistes, utilisée pour justifier l'ingérence et la guerre.

Le Congrès canadien pour la Paix affirme que la direction du développement économique, politique et social d'un pays est le droit exclusif du peuple de ce pays et doit être déterminée sans ingérence étrangère. Nous considérons que ce principe est juste pour le peuple du Canada, et qu'il est également juste pour les peuples de la Syrie et de l'Iran. Nous sommes totalement opposés à toute intervention étrangère politique ou militaire sous aucun prétexte. Cela comprend les efforts visant l'ingérence et le détournement des mouvements démocratiques authentiques locaux.

Au cours de ces deux crises, le gouvernement canadien a joué un rôle honteux. Sous les conservateurs de Stephen Harper, la réputation du Canada a changé : abandonnant une position indépendante en matière de relations internationales, il a adopté l'attitude d'un État membre de l'OTAN, agresseur et vociférant. Sous tous leurs aspects – politico-diplomatiques, économiques et militaires – les politiques récentes du Canada envers la Syrie et l'Iran ont été orientées vers trois objectifs :

Isoler et neutraliser les sources d'informations qui entrent en conflit avec les objectifs impérialistes, en coupant les communications avec les gouvernements et les peuples de la Syrie et de l'Iran;

Accroître les souffrances des personnes et soulever des sentiments contre les gouvernements, en imposant des sanctions économiques qui ciblent particulièrement les industries produisant de l'énergie pour la consommation locale;

Accroître la menace militaire active dans la région, en déployant des navires de guerre et autres ressources militaires dans la région.

Tous ces objectifs ont pour but général direct la réalisation d'un changement de régime pro-occidental en Syrie et en Iran. Le gouvernement Harper a ainsi mené une campagne internationale agressive pour convaincre d'autres pays à assumer des politiques similaires contre ces deux pays.

Dans le cas de la Syrie, les conservateurs ont également mené une campagne agressive pour créer et promouvoir un mouvement d'opposition politique au gouvernement. En novembre 2011, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN a reçu un rapport selon lequel «pratiquement personne [en Syrie] ne fait appel à une intervention militaire internationale» et selon lequel la Syrie n'avait pas d'«opposition clairement identifiable ayant des ambitions politiques précises». Or juste avant que ce rapport, le ministre des Affaires étrangères du Canada John Baird, avait rencontré le Conseil national syrien et avait affirmé que ce dernier constituait l'opposition légitime ayant «constamment souligné sa volonté de changement». On ne voit pas clairement comment Baird a pu affirmer l'existence d'une opposition organisée et «légitime» alors que l'OTAN n'était pas en mesure de le faire, et a pu suggérer que le Conseil national syrien est autre chose qu'un simple gouvernement fantoche pro-occidental en attente, créé par les forces impérialistes.

De plus on estime que le Canada a contribué à l'armement de 40 à 60 mille mercenaires étrangers pour combattre à l'intérieur de la Syrie. Ces mercenaires constituent l'épine dorsale de l'Armée syrienne libre et leur nombre indique le degré d'intervention armée étrangère déjà en cours en Syrie. **Le taux de participation aux récentes élections en Syrie a été plus élevé que celui du Canada, et un certain nombre de candidats indépendants et opposés au gouvernement ont été élus et inclus dans le cabinet. Le peuple syrien s'est exprimé, mais le Canada et d'autres forces interventionnistes continuent de choisir des partis dans une affaire interne.**

Dans le cas de l'Iran, la course frénétique vers la guerre a caché certains faits importants aux yeux du public :

L'Iran est un État non nucléaire, signataire du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), placé sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de l'Organisation des Nations Unies. L'Iran a déclaré à plusieurs reprises que son programme nucléaire a des fins pacifiques et non des fins militaires. En fait ni l'AIEA ni l'administration américaine n'ont pu mettre en évidence la moindre preuve étayée d'une militarisation du programme nucléaire iranien. Le secrétaire étatsunien à la Défense, Leon Panetta, a reconnu publiquement qu'«il n'existe aucune preuve indiquant que l'Iran dispose d'une arme nucléaire».

Israël est un État doté d'armes nucléaires, qui, selon les évaluations, dispose de 200 à 400 ogives nucléaires. Israël a refusé d'adhérer au TNP, et ses activités nucléaires ne sont soumises à aucune supervision de l'ONU. Israël a déjà attaqué des États voisins à titre préventif et a menacé plusieurs fois d'attaquer militairement l'Iran.

Les États-Unis sont un État doté d'armes nucléaires, qui dispose de plus de 10 000 ogives nucléaires, et qui n'a jamais permis l'inspection de ses installations nucléaires par l'AIEA. Les États-Unis ont utilisé des armes nucléaires contre d'autres pays, quand ils ont fait exploser deux bombes atomiques sur le Japon et quand ils ont utilisé des armes contenant de l'uranium enrichi en Irak. Les États-Unis ont également, à plusieurs reprises, menacé l'Iran d'une attaque militaire, nucléaire et ont actuellement des forces équipées d'armes nucléaires stationnées dans la région.

Le Congrès canadien pour la Paix appuie la Journée de protestation contre la guerre, qui aura lieu le 6 octobre, lancée par l'Alliance canadienne pour la Paix. Après plus d'une année de conflit et d'interventions étrangères violentes, des milliers de Syriennes/iens ont trouvé la mort. Si l'on permet à des gouvernements comme celui du Canada de poursuivre leurs politiques actuelles d'agression, d'ingérence et de colonisation, des milliers d'autres personnes vont mourir. **Tous les groupes d'appui à la paix du Canada - y compris les syndicats, les communautés religieuses et les groupes d'étudiantes/ians - doivent s'exprimer et se mobiliser contre l'intervention en Syrie et de l'Iran et contre la menace d'une guerre beaucoup plus étendue dans la région.**

Le Congrès canadien pour la Paix exige du gouvernement canadien :

- de procéder au retrait immédiat des forces militaires canadiennes de la région et de s'opposer à toute interventions militaires en Syrie et en Iran sous quel prétexte que ce soit;
- de rétablir les relations diplomatiques avec la Syrie et l'Iran, de lever les sanctions et d'appuyer les initiatives de paix des États et des organisations qui défendent un cessez le feu et la fin négociée de la guerre;
- de se retirer de l'OTAN, dont la politique consiste à utiliser d'abord la frappe nucléaire et, complémentirement, les systèmes de missiles balistiques mer-sol ainsi que toutes les autres alliances militaires;
- de promouvoir le désarmement nucléaire complet, en commençant par les arsenaux nucléaires des États-Unis, d'Israël et de l'OTAN;
- d'adopter une nouvelle politique étrangère canadienne, indépendante, basée sur la paix, la non-intervention et la diplomatie en matière de relations internationales.

Congrès canadien pour la Paix – Conseil exécutif

30 septembre 2012

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Congrès canadien pour la paix](http://www.congrescanadienpourlapaix.ca), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Congrès canadien pour la paix](http://www.congrescanadienpourlapaix.ca)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca